

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grûner
Allée C
42000 ST ETIENNE

ST ETIENNE, le 20/12/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/11/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CLEXTRAL - Site de Chazeau

Rue de Chazeau
42700 Firminy

Références : UID4243-DSSP-023-0467/EC

Code AIOT : 0006104843

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/11/2023 dans l'établissement CLEXTRAL (CHAZEAU) implanté Zone Commerciale de La Martinière 16 Rue de Chazeau 42700 Firminy. L'inspection a été annoncée le 27/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'est effectuée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées. L'exploitant a également demandé de pouvoir revoir le classement ICPE de son site. En effet, ce dernier indique que les capacités de ces machines sont élevées mais que dans le cadre de son activité R&D, il n'y a pas de production industrielle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CLEXTRAL (CHAZEAU)
- Zone Commerciale de La Martinière 16 Rue de Chazeau 42700 Firminy
- Code AIOT : 0006104843
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CLEXTRAL (Chazeau) exploite une installation de recherche et développement d'extrudeuses biviais rue de Chazeau sur la commune de FIRMINY. L'exploitation est régie par l'arrêté préfectoral du 20/08/1998, complété par l'arrêté préfectoral du 05/02/19 pour ce qui concerne la mise à jour du tableau de désignation des installations classées :

- 2430-a : Préparation de la pâte à papier à l'exclusion des activités classées au titre de la rubrique 3610.a (A),

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Gestion des effluents,
- Gestion des déchets,
- Suivis.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 20/08/1998, article 2) 4.2.2	Lettre de suite préfectorale	8 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Bruits et vibrations	Arrêté Préfectoral du 20/08/1998, article 2) 2.2	Sans objet
3	Rejet d'eaux industrielles	AP Complémentaire du 21/10/2013, article 2)	Sans objet
4	Surveillance des rejets	Arrêté Préfectoral du 20/08/1998, article 2) 4.7, 4.8 et 4.9	Sans objet
5	Déchets	Arrêté Préfectoral du 20/08/1998, article 2) 5.3.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Conformément à l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2019 ainsi qu'à la nomenclature des ICPE, l'inspection confirme que l'installation est classée au titre de la rubrique 2430-a au regard de la capacité de production des machines de production de pâte à papier étant supérieure à 10t/jour.

Le site de CLEXTRAL Chazeau est propre et l'entrée sécurisé. L'exploitant a une bonne gestion des déchets de son installation. Les différents suivis contrôlés sont à jour : eaux pluviales, mesures acoustiques, trappes de désenfumage. Cependant, il ne dispose pas de moyen de traitement des eaux pluviales avant rejet comme le prévoit l'arrêté préfectoral autorisant l'installation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Bruits et vibrations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/08/1998, article 2) 2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Bruits et vibrations
Prescription contrôlée : Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif aux bruits aériens émis par les installations relevant de la loi sur les installations classées pour la protection de l'environnement lui sont applicables : Mesures périodiques des niveaux d'émissions sonore par un organisme qualifié aux emplacements définis en concertation avec l'inspection des ICPE.
Constats : Le niveau de bruit est suivi de manière triennale. Le dernier rapport date du 07/02/2023 et fait état de l'absence de non-conformité. À cette date l'exploitant indique qu'une ligne d'essais était en fonctionnement et que cet état de fonctionnement est représentatif du niveau sonore moyen émis. L'exploitant indique qu'il trace les plaintes, lorsqu'elles existent, via une fiche de non-conformité environnementale. En effet, il est en communication directe avec les riverains. Il donne l'exemple d'une plainte enregistrée pour laquelle un plan d'action a été mis en place (changement de lieu du générateur de bruit). Il en va de même pour les plaintes concernant les odeurs.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Pollution des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/08/1998, article 2) 4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, les eaux pluviales
Prescription contrôlée : Les eaux de ruissellement provenant des aires susceptibles de recevoir accidentellement des hydrocarbures, produits chimiques et autres polluants devront être traitées avant rejet par des dispositifs capables de retenir ces produits
Constats : L'exploitant indique ne pas disposer de séparateur hydrocarbures sur ce site. L'exploitant est tenu d'installer un dispositif de ce type conformément à la prescription susnommée afférente à l'installation. Ce qui est attendu de l'exploitant ; - Installer un dispositif de traitement des eaux pluviales avant rejet de type séparateur d'hydrocarbures.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 8 mois

N° 3 : Rejet d'eaux industrielles

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/10/2013, article 2)
Thème(s) : Risques chroniques, interdiction de rejet d'eaux industrielles
Prescription contrôlée : Aucun rejet d'eaux industrielles n'est autorisé sur le site de Chazeau.

Les eaux de lavage des essais « chimie » et « pâte à papier » seront éliminées en tant que déchets dans une installation dûment autorisée

Constats :

Si l'exploitant souhaite modifier cette prescription dans son arrêté préfectoral alors il devra le porter à la connaissance du préfet en amont de la modification.

Essais pâte à papier :

Les effluents sont récupérés au sol et menés selon le sens d'ouverture de la vanne soit dans une station d'épuration soit dans une cuve de 4m³ enterrée. Cette cuve est utilisée pour récolter les eaux souillées de soude qui sont alors évacuées en tant que déchet. Lors de la visite, la vanne était en position ouverte pour l'accès à la cuve.

Essais agroalimentaires :

Le précédent rapport d'inspection indique que les eaux issues du lavage après essais agroalimentaire ne sont pas considérées comme des rejets industriels.

L'exploitant utilise Trackdéchet et dispose d'une interface différente pour chacun de ses sites : Chazeau et Ondaine.

L'inspection constate l'enregistrement des Bordereaux de Suivi de Déchet évacués chez SARPI :

- 08/08/23 eau + arôme 4,68T – ce BSD représente les eaux issues des essais machine agroalimentaire,
- 05/06/23 soude 5,4T – ce BSD représente les eaux issues des essais machine pâte à papier.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Surveillance des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/08/1998, article 2) 4.7, 4.8 et 4.9
Thème(s) : Risques chroniques, Point de prélèvement / dispositifs de confinement / pollution
Prescription contrôlée : Sur chaque canalisation de rejet d'effluents (...) doit être prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure. Les dispositions seront prises pour qu'il ne puisse y avoir (...) déversement de matières qui par leurs caractéristiques et quantités émises seraient susceptibles d'entraîner des conséquences notables sur le milieu récepteur. En cas de pollution accidentelle provoquée par l'établissement, l'exploitant devra être en mesure de fournir dans les délais les plus brefs, tous les renseignements connus dont il dispose permettant de déterminer les mesures de sauvegarde à prendre (...)
Constats : Pour ce site, l'exploitant ne dispose que d'un seul point de rejet des eaux pluviales pour lequel il effectue des mesures. Les dernières mesures datent du 23/06/2022 et les résultats sont conformes aux prescriptions afférentes.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/08/1998, article 2) 5.3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Elimination des déchets
Prescription contrôlée : L'élimination des déchets qui ne peuvent pas être valorisés(...) devra être assurée dans les installations dûment autorisées à cet effet(...). Bordereau de suivi de déchet et déclaration des déchets dangereux sur trackdéchet. Registre déchet
Constats : Le registre de sortie des déchets est tenu sous format numérique. L'exploitant retrouve très rapidement les informations demandées par l'inspection concernant les déchets évacués et utilise les outils appropriés pour le suivi des évacuations. L'inspection invite l'exploitant à vérifier que son contenu est mis à jour conformément à l'arrêté ministériel du 31 mai 2021.
Type de suites proposées : Sans suite